



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

délocalisations et politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1248

Texte de la question

DÉLOCALISATIONS ET POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Stéphane Viry, pour le groupe Les Républicains.

M. Stéphane Viry. Monsieur le Premier ministre, lors de la séance de questions d'actualité de la semaine dernière, votre ministre de l'économie et des finances s'est vanté que la France créait à nouveau des emplois industriels. C'est peut-être vrai dans les projections parisiennes de Bercy, mais qu'en est-il sur le terrain ? Voyons-nous dans les territoires industriels, les territoires ruraux, des créations d'emplois ? Voyons-nous les personnes retrouver massivement le chemin de l'emploi ? La réponse est non. Cette affirmation est un leurre, et permettez-moi de le prouver par un cas concret.

L'entreprise Viskase, qui réalise d'importants bénéfices en France, va licencier quatre-vingt-douze personnes. Alors que son site de Thaon-les-Vosges a su évoluer sans discontinuer depuis quarante et un ans pour s'adapter au marché mondial, notamment grâce aux efforts de tous ses salariés, l'entreprise va délocaliser la production de boyaux à saucisse en Pologne.

La Pologne, une fois encore, pose la question de la cohérence de l'Union européenne, laquelle aura versé à ce pays plus de 150 milliards entre 2007 et 2020, tout en acceptant le dumping social. Cette même Pologne faisait l'objet de la fureur du candidat Macron, qui affirmait, en 2017 : « Dans les trois mois qui suivront mon élection, il y aura une décision prise sur la Pologne. Je mets ma responsabilité sur la table sur ce sujet. » Où sont les décisions sur les délocalisations en Pologne ? Où est passée la promesse du Président Macron ? Le Président Macron va-t-il désormais engager sa responsabilité sur ce dossier et sur les futures délocalisations en Pologne, comme il s'y était engagé ?

Monsieur le Premier ministre, selon votre ministre de l'économie, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes industriels. Pourtant, la réalité est tout autre ! Qu'allez-vous entreprendre, concrètement, non seulement pour sauver les quatre-vingt-douze salariés des Vosges...

M. le président. Veuillez conclure, mon cher collègue !

M. Stéphane Viry. ...et leurs familles, mais également pour relancer la politique industrielle dans son ensemble dans notre pays ? Je vous remercie pour votre réponse précise. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

Un député du groupe LR . Et de la CSG !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur Viry, la meilleure façon de lutter contre les délocalisations est encore de rendre notre territoire attractif, de voter l'allégement des charges (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM*),...

M. Sylvain Maillard. Eh oui !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. ...de voter ce qui a été proposé par le Premier ministre concernant le suramortissement des machines (« *Eh oui !* » sur quelques bancs du groupe LaREM), de voter la simplification des seuils sociaux, prévue par le projet de loi PACTE. (« *Eh oui !* » et applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.) Encore un effort, mesdames et messieurs du groupe Les Républicains, ne vous abstenez pas sur le plan pour la croissance et la transformation des entreprises : votez pour et vous lutterez contre les délocalisations ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM*.)

S'agissant de l'entreprise Viskase, que nous suivons de très près, vous pourriez présenter un panorama complet de la situation : l'entreprise a décidé de garder les vingt machines les plus performantes pour développer son activité sur votre territoire, auquel je connais votre attachement, et en Bretagne. J'ai demandé au délégué interministériel aux restructurations d'entreprises de prendre contact avec le président de Viskase pour nous assurer de ses intentions. Je vous tiendrai, bien entendu, vous-même comme les salariés, au courant de l'ensemble de ces décisions.

Nous nous battons aussi pour conserver GM&S dans la Creuse, et nous avons réussi à ce que l'usine reste ouverte. Nous nous battons pour qu'Altifort reprenne le site d'Ascoval, dans le Nord, où nous savons que la situation est difficile sur un marché de l'acier totalement déprimé. Nous nous battons pour que la transition entre Ford et l'éventuel repreneur Punch, à Blanquefort, près de Bordeaux, se passe dans les meilleures conditions possibles. Et je me bats pour que l'usine de Blanquefort reste ouverte : j'ai appelé, il y a quelques jours, le conseiller économique du président des États-Unis pour lui demander, à lui aussi, son soutien sur ce sujet.

Donc oui, nous nous battons pour garder chaque emploi en France, mais je vous le redis, la meilleure façon de développer l'emploi industriel, c'est de voter nos réformes sur l'allégement de la fiscalité du capital, sur le renforcement de l'innovation, sur la simplification de la vie des industriels. Votez nos décisions, vous soutiendrez l'industrie ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM*.)

M. Fabien Di Filippo. Du bla-bla !

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Viry](#)

Circonscription : Vosges (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1248

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 octobre 2018](#)